

La mobilisation de Plogoff entre rationalité et enchantement

Gilles SIMON

Les mobilisations sociales, comme celle de « Plogoff », se développent en s'appuyant sur des actions rationnelles. Mais elles reposent aussi sur les émotions des acteurs mobilisés. L'analyse des lettres reçues par le GFA de Plogoff en 1979-1980 montre ce caractère double des mobilisations sociales.

L'expression directe des acteurs engagés dans les mobilisations sociales manque souvent dans les recherches en science politique. Les désirs et raisons de l'individu, son rapport à la mobilisation, sont souvent absents des analyses. L'examen de lettres ¹ échangées lors de la mobilisation antinucléaire de Plogoff a précisément consisté à analyser les diverses logiques de discours développées par les correspondants.

La mobilisation de Plogoff s'est développée de 1975 à 1981. Elle a réussi à faire d'un projet de centrale nucléaire un problème public national lors de l'enquête d'utilité publique réalisée du 31 janvier au 14 mars 1980 dans la presqu'île du cap Sizun.

Un GFA à Plogoff

Ayant constitué en 1979 un Groupement foncier agricole (GFA), les opposants à la centrale ont lancé des appels pour y participer par l'achat de parts de 100 F (37 euros de 1999). En suivant le modèle du Larzac ², cette action voulait anticiper les achats de terrains par EDF. En éparpillant le GFA en une multitude de propriétaires

(8000 parts furent vendues), l'expropriation serait devenue, sinon impossible, du moins très embrouillée. Entre juillet 1979 et septembre 1980, les courriers affluèrent, l'analyse a porté sur la quasi totalité des lettres reçues sur la période (N = 490).

Qui écrit ? Une analyse des origines sociales des correspondants n'était pas été possible car les informations nécessaires étaient, dans les lettres, insuffisantes. Des régularités ont pu cependant être relevées. Ainsi, parmi les 318 lettres dont le genre a pu être identifié, 41 % ont pour origine des hommes, 23 % des femmes. Divers groupes militants (syndicats, comités antinucléaires, etc.) ont écrit, ils représentent seulement 24 % du total des lettres. De plus, en dehors de ces groupes, 12 % des courriers ont aussi pour expéditeur non pas des individus mais des couples qui se présentent comme tels, époux et épouse prenant parfois chacun leur part de GFA. La participation au GFA apparaît donc surtout comme le fait d'individus non affiliés, hommes ou femmes, mais aussi comme le fait d'hommes et femmes vivant en couple.

Les lettres contiennent surtout un riche matériau expressif sur les logiques ayant mis en mouvement les correspondants. La



Durant la fête antinucléaire de la Pentecôte 1980, l'arrivée des moutons du Larzac à Plogoff reste un moment fort dans la mémoire des antinucléaires.

distinction classique de Max Weber de quatre « types idéaux » d'actions a servi d'hypothèse à ce travail. Pour Weber, chaque action sociale est caractérisée par une logique reliée aux finalités poursuivies par les individus: l'action rationnelle par rapport aux moyens (stratégique), l'action rationnelle par rapport aux valeurs (idéales), l'action affectuelle (sentiments). Le quatrième type d'action est l'action traditionnelle, un type d'action qui décline, selon Weber, sous l'effet de la rationalisation des sociétés contemporaines. Les trois premiers types d'action ont permis de définir trois grands axes pour l'analyse.

Acheter une part de GFA

Dans « Stratégie de l'action non-violente », J.-M. Muller (1972) appelle « programme constructif » l'action collective consistant à « créer à la base les conditions requises pour une gestion de la société qui puisse être assumée selon les principes et les méthodes de la non-violence. » Détourné de sa commune utilisation, le GFA est l'application de cette stratégie. A Plogoff, sur les terres du GFA, les opposants installèrent une bergerie qui devint un symbole de la lutte contre « l'industrialisation-postiche ».

La presse comme vecteur de l'engagement

En partant du postulat que la lecture de la presse est un moyen rationnel pour les acteurs d'augmenter leur connaissance de leur environnement, il était intéressant de relever quelles avaient été les sources d'information à l'origine des courriers. Ici, 62 lettres (13 % du corpus) mentionnent explicitement l'origine de l'information sur le GFA. On trouve surtout mentionnée la presse écologiste (23 fois): *La Gueule ouverte*, *Le Sauvage*, *Ecologie*, *Combat nature*, *Le Courrier de la baleine*, *Vert*, *Oxygène*. Les lettres évoquent plus rarement la presse dite de gauche : *Le Matin de Paris* et *Libération*, mais aussi la presse quotidienne régionale. En revanche, la presse conservatrice (*Le Figaro*, par exemple), la télévision et la radio ne font l'objet d'aucune citation. La télévision et la radio publiques des années 70 restent en effet « la voix de la France » et sont très discrètes sur les mobilisations sociales. En véritables « investisseurs », une partie des correspondants a donc pris connaissance du GFA dans la presse écologiste et dans la presse de gauche. Ainsi, 11 % des lettres proviennent de militants écologiques ou de groupes écologiques divers (Amis de la Terre, comités antinucléaires, comités Larzac, etc.). Enfin, de très nombreuses lettres ont été écrites sur papier recyclé, ce qui dénote à chaque fois

un intérêt pour la cause écologique. Dans le cas de « Plogoff », il existait donc bien un lien rationnel entre un type de presse, un public réceptif et la mobilisation sociale.

Un engagement bien mesuré

« Quelqu'un peut-il éclairer notre lanterne ? », interroge un correspondant. Les demandes de renseignements sur le GFA sont présentes dans 20 % des cas. Loin de s'engager sans réflexion, les futurs porteurs de parts veulent être correctement informés. Ainsi, on interroge sur l'achat de parts : « Est-ce possible au nom d'une section syndicale ? » ; « Pourriez-vous me dire comment fonctionne le GFA ? » ; « Pouvez-vous me dire à quoi cela sert vraiment et de quelle façon cela permet de lutter contre l'implantation d'une centrale ? » Des détails précis sont sollicités : « Il me faut vous demander si les personnes qui achètent plusieurs parts doivent les déclarer fiscalement, et qui va payer les impôts fonciers locaux ? » ; « Comptez-vous louer le GFA, en totalité ou en partie, aux exploitants ? » ; « Pourriez-vous me faire parvenir les résultats, à ce jour, de votre GFA ? »

Finalement, les correspondants s'engagent : 56 % des lettres concernent l'achat d'une ou plusieurs parts. Parmi elles, les acheteurs d'une seule part sont les plus nombreux (155 lettres, 32 % du total).



E. Le Droff/Le télégramme

Un discours en duo : le maire de Plogoff, Jean-Marie Kerloc'h, ceint de son écharpe tricolore, aux côtés d'Annie Carval, présidente du comité de défense de Plogoff.

Car cet engagement semble parfois peser sur le budget des investisseurs, ils écrivent par exemple : « Nous n'avons pas un gros budget » ; « Je ne peux rien faire d'autre pour l'instant, donc par solidarité (...), je vous envoie ce chèque pour une part du GFA » ; « C'est la première fois qu'on le fait (à chaque fois, on se dit qu'on n'a pas assez d'argent) de participer de loin à quelque chose comme ce qui se passe chez vous. »

Malgré la perception du fait que leur participation est modeste (vision exprimée



E. Le Droff/Le télégramme

La mobilisation de Plogoff a su "faire nombre" : ici, la fête de la victoire en juin 1981 à la baie des trépassés.



Banderolle déployée par des enfants de Plogoff à l'arrivée des premiers moutons à la bergerie du GFA en janvier 1980.

dans 9 % des lettres), certains correspondants calculent, comme pour se rassurer, comment l'addition des dons pourra produire son efficacité. Là encore, les agents sociaux mesurent rationnellement le fait que, chacun contribuant pour sa part, les sommes récoltées pourront être importantes : « *Les petits ruisseaux ne font-ils pas les grandes rivières ?* » ; « *Je vous envoie ma modeste contribution au GFA. Mais, je sais que c'est la somme des gouttes d'eau qui fait la grandeur des océans* » ; « *Les petits ruisseaux font les grandes rivières, dit-on... et bien recevez ce chèque de 100 F* », souligne-t-on de façon surtout métaphorique.

A l'opposé, d'autres lettres expriment une certaine aisance et on va ici participer au GFA comme on va faire son marché militant : « *Faites-moi parvenir quelques feuilles de procuration pour acquérir des parts de GFA (disons au moins 5)* » ; « *Vous pourriez m'en mettre une dizaine.* » Une douzaine de lettres achète ainsi plus de dix parts. Une lettre fait un don de 3 000 F (457,34 euros) et une autre de 5 000 F (762,24 euros).

Au-delà, de nombreux participants demandent encore d'être informés du résultat de leur investissement. Le GFA devra rendre

des comptes. La rationalité des agents sociaux s'expriment ici par ce souhait de suivre l'action du GFA en espérant que le succès suivra : « *Je souhaite être informé des suites de cette affaire* » ; « *Ferez-vous un bulletin d'information comme le font les membres du Larzac ? Ceci permet d'être tenu réellement au courant.* » On souhaite que l'action soit productive : « *J'espère que cette forme de lutte sera profitable et permettra de retarder les expropriations* » ; « *Meilleurs vœux pour la réussite dans votre entreprise* » ; « *Avec mes souhaits de réussite (on peut toujours rêver !!).* »

Diffuser l'information

« *Je souhaite apporter autre chose qu'une contribution anonyme* », explique une étudiante lyonnaise en Lettres supérieures. Un quart des lettres évoque la volonté de diffuser des parts ou des informations sur « Plogoff », ce qui sera un moyen de développer la mobilisation. L'analyse fait ainsi apparaître un intense travail de diffusion et de promotion dans les réseaux militants.

Il s'agit d'abord de la diffusion des parts de GFA (25 % des lettres) : « *Si vous voulez m'adresser plusieurs autres procurations, je les remettrai à d'autres personnes, ce qui gagnera du temps. A vous de juger* » ; « *Envoyez-moi plusieurs actions,*

je les ferai parvenir aux personnes qui s'intéressent à votre sort et à l'avenir de tous » ; « Je vais diffuser les tracts pour Plogoff en Ariège par l'intermédiaire du comité écologique ariégeois ». Des collectes ont lieu dans les facultés de Rennes et de Brest. En Gironde, les Amis de la Terre expliquent : « Cette fois-ci, l'argent a été collecté par les objecteurs de conscience de Libourne (...) Nous espérons en faire parvenir d'autres ». Cette ardeur dans le travail de diffusion a séduit une correspondante de Poissy : « Samedi et dimanche derniers, des jeunes ont distribué tracts et feuilles de soutien à votre mouvement ainsi que des brochures (...). Beaucoup de passants s'arrêtaient et s'intéressaient. J'ai admiré ces jeunes qui, malgré un froid hostile, ont séjourné dans la rue. Envoyez-moi une procuration, ma participation suivra ». Enfin, des pétitions sont lancées, une lycéenne de Concarneau explique par exemple : « Je pense par la suite faire signer des pétitions autour de moi, et vous les envoyer. Ce ne sera peut-être pas grand chose, mais sensibiliser les gens et leur faire prendre conscience du problème, ce sera déjà un pas de fait ».

A la suite de l'enquête d'utilité, un appel avait été lancé à créer des « comités Plogoff » afin de relayer sur le territoire national la mobilisation. Ces comités ont permis d'unifier un noyau relativement stable de militants pour la promotion de « Plogoff ». Ils ont d'abord été créés en Bretagne. Depuis les Côtes-du-Nord, Iffig écrit : « Avec quelques copains, on est en train de constituer un comité Plogoff à Pleneuff, notre premier objectif est évidemment l'information ». Dans le Finistère, un correspondant s'enflamme : « Ici, dans le canton de Fouesnant, nous sommes déjà plus de 100 adhérents sur 7 petites communes ! La victoire est possible. A vir gallon ». Le comité de Quimperlé s'engage : « Nous nous tenon prêts à répondre à tous vos appels et à suivre vos directives. Nous sommes dès à présent sûrs de notre victoire ».

Sur le reste du territoire national, d'autres comités se forment aussi. Les Amis de la Terre d'Abbeville soulignent ainsi : « Nous tenons à vous dire que le mot de « Plogoff » résonne assez bien dans la région et que nous restons à l'écoute de la Bretagne ». Mais la création d'un comité n'est pas toujours nécessaire pour faire passer l'information. Des structures militantes déjà constituées peuvent aussi réaliser ce travail de promotion, comme le montre l'exemple de la section CFDT de la Direction de l'Équipement de la région

parisienne : « On a l'intention de passer le film qui a été fait sur Plogoff pendant l'enquête d'utilité publique. On en profiterait de passer ça au moment de la « pause » de midi afin de lancer un débat ».

Mais, à côté de ce militantisme classique, l'analyse fait aussi apparaître un travail de diffusion dans le fin maillage de la vie privée. La diffusion se fait dans le cadre de la famille : 14 % des lettres évoquent ainsi l'impact de la « Plogoff » dans le cercle de la vie privée. Raymond M., époux et père de trois enfants, explique : « J'ai choisi la formule « une action par membre de ma famille » pour diversifier les actions ». Un autre correspondant s'interroge : « Nous souhaiterions souscrire symboliquement, une part pour chacun de nos trois enfants mineurs, cela est-il juridiquement possible ? » Un autre encore saisit l'occasion des rencontres familiales pour diffuser : « Mes parents, de passage ici, appuient la lutte de Plogoff, prennent aussi une part de GFA ». L'investissement familial est parfois souligné par le fait que l'énergie nucléaire met en danger les jeunes générations : « Les conséquences pour moi, pour ma famille sont trop graves pour que je puisse accepter ». Une lettre évoque l'investissement de personnes âgées : « Je vous adresse à nouveau 100 francs de la part de ma mère qui est âgée et demeure à Saumur ».

Bref, si la mobilisation de Plogoff a connu une certaine gloire militante, c'est certainement grâce aux articles que les journaux ont abondamment publiés dans leurs éditions. Mais c'est également grâce à un travail rationnel, moins apparent, de diffusion et de promotion de « Plogoff ». Cependant, l'accent mis jusqu'ici sur la participation au GFA par le moyen rationnel d'une stratégie économique (vente, diffusion et promotion du produit GFA) ne doit pas faire oublier que les correspondants expriment aussi dans leurs lettres des sentiments qui se juxtaposent à cette logique stratégique.

L'enchantement dans la mobilisation

« Aujourd'hui, les dimensions émotionnelles de la vie politique sont largement méconnues comme objet de recherche en sciences sociales », souligne P. Braud (1996) dans « L'émotion en politique ». L'analyse des lettres pouvait apporter ici quelques éléments intéressants dans la mesure où la pratique épistolaire permet aux émotions de s'épancher librement.

Le début d'une amitié

Naissant souvent au moment d'épreuves partagées, l'amitié désigne le sentiment d'attachement que peuvent ressentir les agents sociaux, hors des liens du sang ou de l'attrait sexuel. De cette façon, 30 % des lettres manifestent une expression amicale envers « Plogoff ». Souligner cela peut paraître banal. Pourtant, depuis les adresses comme « *Chers amis* » ou « *Chers amis de Plogoff* » jusqu'aux salutations amicales (« *Amicalement* », « *Amitiés* »), c'est tout un réseau lexical bâti autour du sentiment d'amitié qui est présent en début ou en fin de courrier. Ces « *amitiés* » sont souvent déclinées : « *Amitiés antinucléaires* », « *Amitiés libertaires* », « *Amitiés les plus autogestionnaires* », « *Amitiés terrestres* » pour les correspondant de l'association écologistes des Amis de la Terre.

Loin de participer de façon purement stratégique, les correspondants tiennent à dire la sympathie qui les attache aux opposant bretons. Pour certains, « Plogoff » devient ainsi leur propre lutte : « *Je suis instituteur retraité, avec mon épouse, responsable locale d'une association de l'environnement, nous participons à la lutte qui est vôtre comme elle est nôtre* » ; « *Nous sommes avec vous en esprit... votre lutte est aussi la nôtre.* » Le « *Je* » de l'individu citoyen se transforme en un « *Nous* » mobilisés : « *On est avec vous* » ; « *Nous l'emporterons* » ; « *On les aura !* », insiste-t-on pour marquer l'identification à la mobilisation. Enfin, l'amitié étant aussi comprise comme un lieu d'échange, elle amène, d'une façon qui peut sembler « *hors-sujet* », à partager des moments de sa vie privée : « *Je vous envoie ce chèque pour signaler mon opposition à la construction de la centrale atomique de Plogoff, le jour où mon plus jeune fils qui fête ses 25 ans nous annonce aussi sa décision de se marier* ».

Dans le même ordre d'idées, 40 lettres utilisent la formule « de tout cœur » : « *Je suis de tout cœur avec les habitants de Plogoff et ceux de la région* » ; « *Nous sommes de tout cœur avec vous pour votre lutte qui est aussi la nôtre.* » Une lettre joue avec le champ lexical du cœur : « *Plogoff est à la pointe de mon cœur, et mon cœur n'a pas besoin d'un pacemaker radioactif pour fonctionner... Voici donc ma part de 100 F à l'entreprise GFA, sans doute la meilleure prévention à un éventuel infarctus de la Bretagne qu'engendrerait l'implantation chez vous d'une centrale nucléaire.* » Par là, les correspondants reprennent une expression populaire issue de l'ancienne anatomie grecque qui loge dans le cœur l'affectivité, la sensibilité, mais aussi le courage.

NON A LA CENTRALE NUCLEAIRE



A LA POINTE DU RAZ
COMITE DE DEFENSE PLOGOFF

Autocollant (9,7 x 9,8 cm), édité par le CD de Plogoff.

Les encouragements sont d'ailleurs un des thèmes les plus récurrents dans les lettres, car « *ça ne doit pas être facile tous les jours, au Cap et à Plogoff.* » Les correspondants se manifestent dans 23 % des cas comme des amis venant donner de chaleureux encouragements. Ces derniers sont exprimés à l'aide de l'expression « *Bon courage* » qui est la plus utilisée (69 fois), mais parfois à l'aide d'un « *Tenez bon* » un peu rageur : « *Recevez toutes mes amitiés et...tenez bon* » ; « *Oui tenez bon, gardez intact votre site et surtout conservez votre liberté* » ; « *Tenez bon le Cap !* » Une militante écologiste âgée de 24 ans souligne encore : « *Il faut avoir confiance, beaucoup de jeunes le savent, et c'est heureux. Rendez-vous aux élections de 81. Vous verrez, beaucoup de bullelins seront écologistes.* »

Un sentiment d'admiration

« *Je suis de tout cœur avec les Bretons si courageux !* » Reliant le thème du « cœur » à celui du « courage des Bretons », cette expression montre que la naissance de l'amitié entre les correspondants et la lutte de Plogoff a pu se faire à partir d'un sentiment d'admiration qui est explicitement exprimée dans 15 % des lettres : « *Toute mon admiration pour votre résistance* » ; « *Vous faites du bon travail* » ; « *Recevez M. Kerloc'h³ ainsi que tous vos combattant(es) l'assurance de notre admiration.* » Une lettre depuis Genève salue « Plogoff » : « *Amener la population de cinq communes, maires en tête (ce qui n'est guère imaginable chez nous) à faire abstraction de leurs tendances politiques pour s'unir dans un*

même effort de résistance sur le terrain, sans que la situation ne dégénère, mérite un grand coup de chapeau ».

Sur ce point, soulignons encore que les péripéties de l'enquête d'utilité ont été très relayées par les journaux. Dans la couverture de cette actualité, la presse nationale a souvent utilisé l'image d'une Bretagne pittoresque bâtie à partir de stéréotypes sociaux (Dantec et Eveillard, 2001) comme ceux du « courage breton » (celui des marins), ou de la « colère bretonne » (celle des paysans). Les correspondants semblent avoir aussi intégré ces stéréotypes dans leur discours. Ils sont confiants car « *connaissant les qualités de résistance des Bretons* ». Ils saluent la ténacité des Bretons : « *Salut les Bretons en colère !* » ; « *Vaillants Capistes* » ; « *Je salue le courage et la détermination qu'ont montrés les Bretons jusqu'à maintenant* » ; « *Nous admirons votre façon de faire front et votre ténacité* ». On donne son entier soutien « *à ce peuple de marins* ». Ce « *courage breton* » a tellement impressionné qu'on veut féliciter les antinucléaires de Plogoff : « *Vive la lutte de Plogoff !* » ; « *Permettez-moi de vous faire part de mes plus vives félicitations quant à l'action de la population de Plogoff* » ; « *Toutes mes félicitations pour votre ténacité dans votre lutte* ». On dit « *Bravo !* » ; « *Bravo la Bretagne !* » ; « *Bravo pour votre courage et le cran que vous avez eus dans votre lutte* ».

Pour tout dire, la mobilisation de Plogoff est considérée comme exemplaire : « *Votre lutte est celle de tous les gens honnêtes et courageux. La Bretagne donne une leçon au reste de l'hexagone* » ; « *Je suis tellement contente de savoir avec quelle force vous vous battez là-bas, loin d'ici, contre ceux qui veulent la mort de votre terre. Votre lutte vivante donne exemple et courage à tous* » ; « *En Normandie, nous sommes confrontés à des problèmes aussi graves, mais votre lutte populaire (dans le sens noble du terme) reste exemplaire* ». En donnant ce modèle d'action aux acteurs, parfois mobilisés par ailleurs, « Plogoff » agit sur eux comme un stimulant : « *C'est très stimulant de constater la mobilisation de la région* » ; « *Merci pour le moral que vous nous redonnez* » ; « *Votre courage nous ragaillardit* » ; « *Nous souhaitons faire aussi bien que vous* ». Dans la Vienne, une mobilisation démarre contre le projet de centrale de Civaux et on demande des conseils : « *Nous savons que les conneries sont à éviter au départ (et après bien entendu). Pouvez-vous nous indiquer comment cela s'est passé pour vous et aussi les trucs à éviter ?* »

L'amour de la Bretagne

Plus fort, certaines lettres font même une véritable déclaration d'amour à « Plogoff » et à la Bretagne. R. Le Coadic (1998) a montré qu'il existe un lien, diffus mais viva-



Ouest-France

Dernier jour de l'enquête d'utilité publique : dialogue vigoureux entre la gendarmerie mobile et le maire de Plogoff (accompagné des Anciens Combattants).

ce, entre les Bretons et leur région. Cette « identité bretonne », ce sentiment contemporain exprimé vis-à-vis du territoire armoricain, vis-à-vis de sa langue et de sa culture, s'est construit au cours des XIX^e et XX^e siècles. Elle se perçoit bien dans le cas de « Plogoff » car elle est exprimée dans 149 des lettres (30 %). De plus, 23 % des courriers ont la Bretagne (à 5 départements) comme origine géographique d'expédition. Quelques-unes des lettres ont été écrites en breton, d'autres commencent ou se terminent par quelques formules également rédigées en breton (« Paotred ! »). Mais cette identité bretonne s'exprime surtout à travers un attachement à sa localité de naissance et à sa famille. Un finistérien encourage « Plogoff » : « *Nous sommes près de vous chaque jour⁴ à 17 h et c'est notre combat à nous Bretons de Guipavas que vous menez* ». Un étudiant rennais explique : « *Je suis de Quimper et connais bien le cap Sizun pour y avoir fait de nombreuses balades à pieds et à vélo* ». Un Lorientais souligne aussi : « *J'habite Lorient, mais j'ai de profondes attaches au Cap. Mon père était natif de Beuzec-cap Sizun, j'ai de la famille à Esquibien (bien que Morbihannais) et mes enfants se plaisent beaucoup là-bas* ».

À côté de cela, la revendication politique régionaliste s'exprime également. Elle relie alors combat contre le nucléaire et revendication régionaliste, comme celle de l'association de solidarité Occitanie-Bretagne qui réclame « *un référendum breton sur le nucléaire* » et souligne que « *le combat contre la centrale nucléaire de Plogoff aura, comme celui contre les boues rouges pour la Corse⁵, une importance historique* ». Une Bretonne souligne « *l'obstination des Bretons à défendre leurs droits vitaux constamment bafoués* ». Depuis Glomel, un agriculteur dénonce « *le régime colonial que nous subissons depuis si longtemps* ». Un Rennais qui clame son attachement régional dénonce encore « *ceux qui veulent nous déposer de notre pays et de nos droits sur celui-ci* ».

Mais, depuis les autres régions, on souligne aussi le sentiment identitaire breton qui peut alors trouver son origine dans l'exode rural (Bertho, 1980). Depuis Strasbourg un correspondant confie par exemple : « *J'espère pouvoir vous aider parce que, avec Raymonde, nous sommes très attachés à la terre bretonne qui est aussi la sienne (ma femme est de Nevez près de Concarneau)* ». Dans le Rhône, un couple souligne : « *Arrivés à plus de 50 ans, nous n'avons jamais pu travailler*

en Bretagne⁶. Si nous pouvons y revenir à la retraite, que ce ne soit pas dans un pays ravagé ». Le même souci est exprimé par un Breton de Laval : « *Ayant passé mon enfance au bourg de Plogoff, vous devinez que je suis sensibilisé à la construction éventuelle de la centrale. Et cela, bien que je sois provisoirement établi à Laval, en attendant un retour dans le Finistère* ». Une enseignante « *émigrée à Toulouse pour les besoins de l'Education nationale (mais originaire du Morbihan)* » suit la lutte avec « *passion* » et « *intérêt* ». Un étudiant souligne : « *Il y a ici à Lille un groupe important d'étudiants bretons et, bien qu'assez éloignés, nous nous sentons solidaires des actions menées à Plogoff et dans la Bretagne pour cette affaire* ». Enfin, un lecteur de la revue Combat breton écrit depuis Châteauroux : « *Sachez*



D. Bouer

Geste de rupture des élus : l'autodafé des documents officiels de la centrale.

que je suis entièrement acquis à votre cause. Je regrette fort de ne pas pouvoir me rendre utile sur les lieux de l'action, bien que je suis certain que vous faites le maximum (...) Vive la Bretagne, notre mère ».

Selon *Le Monde* des 28-29 avril 1974, la « diaspora » bretonne de la région parisienne compte 600 000 personnes, soit à l'époque environ un dixième de la population de la région parisienne. Il n'est donc pas étonnant qu'au total 11 « Bretons de

Paris » aient aussi écrit à « Plogoff ». L'analyse montre que ce sont eux qui manifestent le plus fortement leur attachement à la Bretagne, ce qui confirme une disposition déjà connue. Ainsi, un « Breton de Paris » félicite Plogoff pour sa « *résistance à l'envahisseur nucléaire français* ». Depuis l'Essonne, un « Parisien » s'indigne : « *On nous a déjà tout volé : culture, langue, les terres et même on voudrait nous prendre la mer sans même nous demander notre avis* » et souligne en conclusion de sa lettre : « *N'oubliez pas que nous vivons où nous pouvons mais nous sommes toujours et avant tout des Bretons. Sincères amitiés bretonnes.* »

« *Les «doryphores» sont aussi avec vous* », écrit un correspondant en faisant un peu d'ironie sur lui-même. Au sens propre, le « doryphore » est un coléoptère parasite des plants de pommes de terre, tubercule très cultivé en Bretagne. Au figuré, le mot désigne, avec un sens péjoratif, le touriste venant déranger la vie locale. Ici, l'expression dénote pourtant un attachement des Français vis-à-vis de la Bretagne. Cet « amour » n'est pas toujours adressé directement à la mobilisation de Plogoff. Il s'agit en fait de l'expression d'un sentiment des agents sociaux pour un territoire, ici la Bretagne. Par exemple, Marie-Madeleine D. écrit depuis Beaumont (Puy-de-Dôme) : « *Je me permets de vous écrire à titre individuel pour exprimer ma profonde solidarité avec tous les habitants de Plogoff dans leur résistance à l'implantation d'une centrale nucléaire. Je connais bien la région l'ayant parcourue à pied et à vélo et il y a déjà beaucoup de temps que je me fais du souci pour ce qu'il peut advenir de ce coin splendide et des Bretons qui l'habitent* ». De Marseille, un homme de quatre-vingt-deux ans souligne : « *J'adore votre pays sauvage : le cap Sizun, la baie des Trépassés, etc.,*



Le slogan des manifestations de 1978 (carte postale).

ayant fait des séjours nombreux à Audiern, à l'Abri du marin, devant votre mer si belle à l'embouchure du Goyen ». Depuis la

Suisse, on écrit encore : « *En juillet 1978, nous avons passé, en famille, des vacances inoubliables à Plogoff* ». De nombreux vacanciers expriment ainsi leur crainte de voir modifiés leurs lieux de villégiature. Ce sentiment d'attachement à une région peut en partie s'expliquer par le processus de démocratisation des temps de loisirs qui a permis à la Bretagne de devenir la deuxième région touristique de France. C'est ce lien nouveau, socio-touristique, que l'on retrouve sans doute ici.

Pour terminer, l'analyse des sentiments éprouvés à l'égard d'une région à travers une mobilisation sociale montre également que la participation au GFA peut être liée à des événements anciens, comme l'indique ce court récit : « *Ci-joint mon chèque de 100 francs pour avoir ma part du GFA de Plogoff. La Bretagne m'a accueilli quelques mois avec ma famille, à l'évacuation⁷. J'avais cinq ans. J'ai eu l'occasion, trente ans après, d'emmener les parents revoir votre belle province, jusqu'à la pointe du Raz (...)* C'est là ma modeste manière de manifester ma reconnaissance ».

Venir à Plogoff

Comme si l'expression d'un lien affectif ne suffisait pas, 6,5 % des lettres émettent le souhait de rejoindre l'aire de mobilisation de Plogoff afin de s'engager plus avant. Ce qui est loin d'être toujours possible d'ailleurs. En effet, 35 correspondants évoquent, pour la regretter, la situation d'éloignement géographique de la Bretagne : « *Malgré la distance, pas mal de petits Suisses pensent bien à vous* ». Depuis l'Irlande, un groupe souligne encore : « *Nous sommes avec vous en esprit* ». Cet éloignement est l'occasion de rêveries poétiques : « *La Bretagne n'est pas très proche de moi, mais lorsque le vent d'ouest souffle, il me semble entendre un chant tout à la fois rempli de colère, d'amour de la vie et de la liberté. Vous pouvez joindre ma voix aux vôtres* ».

« *Ma joie serait de vous rencontrer* », souligne une personne. Le voyage de Plogoff va alors permettre de réaliser ces rêves de fusion dans la mobilisation. Les voyages annoncés ou décrits dans les lettres analysées concernent essentiellement le rassemblement international anti-nucléaire de la Pentecôte à Plogoff (24-25 mai 1980). Écrivant depuis Lyon, Henriette affirme : « *Pour ma part, je suis prête à traverser la France s'il le faut (...)* Ce serait la 2^e fois. La 1^{re} remonte au printemps 78, époque à laquelle nous étions partis, plusieurs étudiants pleins de courage (et d'illusions) pour aider au nettoyage des plages⁸ ». D'Orléans, un correspondant

s'interroge : « Pour ce qui est d'une action plus concrète, je dispose de 15 jours de vacances en juillet (...) Si je peux être utile à Plogoff, n'hésitez pas à m'indiquer vos projets pour cette époque ». Une lettre demande aussi s'il y aura à Plogoff des chantiers militants durant l'été 80, « comme cela se fait au Larzac ». Mais, parfois, le voyage de Plogoff semble avoir donné lieu à des discussions serrées. D'Ussel (Creuse), un correspondant écrit par exemple : « J'ai aussi deux copains qui veulent voir et pour ceci nous envisagerions de monter à Plogoff le pont du 1er mai afin de discuter pour convaincre ces deux copains qui doutent de l'efficacité d'une telle lutte ». Une fois le voyage accompli, le lien s'est alors renforcé : « Je suis venu à Plogoff pour le rassemblement. J'ai vraiment apprécié vos formes de lutte, votre détermination, qui me sont réellement apparues lorsque j'ai vu le film « Plogoff, le dossier », ainsi que la formidable organisation de la fête ». Les correspondants ressentent alors la fierté d'avoir participé à la mobilisation et en redemandent : « Nous étions solidement représentés à la manifestation de la Pentecôte » ; « J'ai vu les premières installations de moutons il y a un mois, et je compte être à Plogoff le 26 ».



Autocollant (14,8 x 10,9 cm).

La mobilisation de Plogoff a donc été le lieu de l'expression de sentiments d'amitié et d'admiration. Elle réactivé le lien identitaire breton. Mais « Plogoff » a également suscité un argumentaire antinucléaire qui s'accroche aux logiques stratégiques et émotionnelles.

Contre le nucléaire à Plogoff... et ailleurs

Par l'échange d'idées, les mobilisations sociales tissent aussi des liens et trouvent un nouveau soutien. Entre 1975 et 1981, la lutte de Plogoff s'est ainsi insérée peu à

peu dans un réseau argumentatif construit par d'autres mobilisations. Ces relations n'étaient pas indéterminées. Les mobilisations convergent les unes vers les autres par la perception d'une homologie entre elles, homologie des combats menés contre le nucléaire et homologie des valeurs défendues face à « l'Etat-policier », notamment celles de la non-violence.

C'est le même combat

« Nous disons qu'il est possible de se joindre dans nos luttes puisqu'elles sont parallèles (bien que les parallèles ne se rejoignent jamais ! Zut alors !) ». Dans 8 % des lettres, le lien de la mobilisation anti-nucléaire bretonne avec l'aire de mobilisation de l'expéditeur est évoqué. Le thème des centrales nucléaires y est présent de façon majoritaire. Loin de s'adresser de façon indéterminée à la mobilisation de Plogoff, les lettres dessinent en fait la carte de la contestation nucléaire française : Porsmoguer, Le Pellerin, Flamanville, Golfech, etc.

Autre indication, 10 % des lettres proviennent de la région Rhône-Alpes fortement dotée en équipements nucléaires. Un correspondant rhodanien souligne : « Dans la région, on est bien servi en centrales nucléaires (Malville, Bugey), mais on pense aussi aux autres. On vous envoie tous nos encouragements ». De Tournon, un correspondant écrit avec amertume : « On s'est fait avoir, Cruas 50 km, Saint-Maurice-l'Exil 30 km et surtout Super Connerie⁹. Allez-y et résistez au nucléaire ». Depuis le Nord, on souligne avec dépit : « Notre terre après s'être laissée mutilée pour l'extraction du charbon, s'est laissée envahir par les usines crachant toutes leurs rubans de fumées colorés, s'est laissée prendre à nouveau au piège de la centrale de Gravelines ». D'Alsace, un groupe insiste : « Nous sommes opposés à l'énergie nucléaire, mais le mal est déjà implanté en Alsace¹⁰, à moins de 30 km de chez nous. Il faut se battre partout pour ne plus qu'aucune centrale nucléaire ne s'installe ».

Parfois, les opposants comparent leur mobilisation avec celle de Plogoff, comme cet opposant au projet de réacteur sur la Moselle : « J'habite à proximité de la centrale de Cattenom où une centrale est en construction (...) Nous avons bien sûr lutté contre cette centrale mais la population n'a pas suivi comme à Plogoff. Nous n'avons pas eu les honneurs de la télévision. Nous n'avons pas eu non plus les charges des CRS ou des gendarmes mobiles. Nos dirigeants et la population sont restés trop timorés ».



E. Le Droff/Le télégramme

Lors de l'enquête d'utilité publique, une barricade faite d'objets hétéroclites.

Contre la « folie nucléaire »

Au-delà du lien exprimé entre les mobilisations, 21,5 % des lettres évoquent une thématique qui se développe dans deux directions : la contestation de l'énergie nucléaire et la dénonciation des abus de pouvoir de l'Etat. Les lettres exprimant des idées sont donc minoritaires dans le corpus. De plus, la polémique antinucléaire ayant été soutenue par la critique de scientifiques, des physiciens notamment qui ont apporté leur légitimité au mouvement antinucléaire, ce n'est pas cette critique très technique que l'on retrouve ici. Les lettres développent plutôt un certain catastrophisme antinucléaire et un ton virulent à l'égard des pouvoirs publics.

La procédure d'enquête d'utilité publique est d'abord violemment dénoncée. C'est d'ailleurs cette procédure qui a amené le maximum de soutiens à « Plogoff » : 76 % des lettres affluent au GFA entre février et mai. Les enquêtes se concluaient le plus souvent par un avis favorable sur le projet et provoquaient donc la controverse : « La commission d'enquête vient de confirmer le mépris de la classe dirigeante en donnant son « avis favorable » de larbins à l'implantation scélérate de la centrale ». Avec verve, les lettres dénoncent « le tout-nucléaire et les enquêtes d'utilité publiques qui n'en sont pas », la « mascarade de campagne d'utilité publique », la « violence institutionnelle », « la farce pseudo-démocratique ». Les Amis de la Terre

expliquent comment, à Penly (Haute-Normandie), une pétition de 10 000 signatures contre la centrale n'a pas empêché, après l'enquête d'utilité, le début des travaux et concluent : « La consultation de la population est un leurre ».

Les centrales nucléaires elles-mêmes sont associées au danger de catastrophe. Un correspondant parisien dénonce « cette catastrophique centrale nucléaire ». Les correspondants se font morbides : une centrale nucléaire, c'est « la mort radieuse », « l'énergie de la mort », la « centrale de la mort », « une entreprise de mort ». On souligne un certain nonsens, « une absurdité », « le progrès à l'envers », « la folie nucléaire. » Finalement, « il faut se battre dans chaque région, pour la santé, la nature, car nous allons à notre destruction. Voilà le monde moderne, avec l'évolution, c'est la perte des hommes qui a commencé », prophétise un jeune homme. Dans une lettre, la fin du monde semble approcher : « Ces tristes sires entraînent notre civilisation vers sa déchéance (...), le nucléaire « nous mènera à une triste Apocalypse ».

Pour EDF, cette perception morbide du fait nucléaire a eu des conséquences négatives pour son image. En effet, l'entreprise publique a parfois été considérée comme « l'exécuteur des basses œuvres » du programme nucléaire. EDF a donc été



Une des spécificité de « Plogoff » : la diffusion dans l'espace rural du dispositif manifestant (ici, manifestation en 1978).

exposée à la vindicte antinucléaire (occupations d'agences, sabotages, etc.). On retrouve cette logique dans les lettres où



Une symbolique de la ruralité à destination des médias : installation des premiers moutons dans la bergerie du GFA avant le début de l'enquête d'utilité publique.

l'on récuse la « *stratégie inacceptable d'EDF* » dont on dénonce les « *mensonges* » et qu'on assimile à une entreprise criminelle ou de piraterie : « *J'espère la réussite de votre lutte contre le racket de certains truands* » ; « *Ne vous laissez pas faire par ces pirates* ». Il faut enrayer « *ce projet criminel* ». Un Toulousain dénonce « *la politique suicidaire d'EDF* ». Un maître-assistant en économie argumente cependant de façon plus conforme aux canons du débat démocratique : « *Je pense comme vous que les solutions préconisées par EDF aujourd'hui sont loin d'être les meilleures pour le moyen et le long terme, et ne sont que la preuve de son manque d'imagination économique, sociale et écologique* ».

Mais on attaque aussi le gouvernement, les « *technocrates* » et « *leur goinfrie de notre espace vital* », on vilipende « *ceux qui nous gouvernent entièrement voués aux intérêts financiers des grands trusts* » ; « *une mafia à la solde des multinationales* ». Ces lettres condamnent « *l'Etat central* » ; « *le centralisme d'Etat* », conseillent de « *surveiller avec beaucoup de vigilance les actions sournoises que pourra mener l'Etat* ».

D'autres lettres insistent sur les menaces que la mise en place de centrales fait peser sur la démocratie. Après les incidents de l'enquête à Plogoff, les Amis de la terre de Vitry-sur-Seine écrivent : « *Nous nous*

élevons contre ces atteintes à la démocratie la plus élémentaire, qui posent gravement le problème du respect des droits des citoyens, au-delà même du problème de l'énergie nucléaire ». Les militants anti-nucléaires craignent « la société policière et militaire engendrée par le nucléaire » et soutiennent « les victimes de la répression policière ». On dénonce encore « le capitalisme militaire, nucléaire et centralisateur qui rogne tout un mode de vie » ; « la militarisation de notre société. » Ces dérives font même craindre une « brutale stupidité », un « électro-fascisme », le danger représenté par l'atome obligeant les pouvoirs publics à renforcer les contrôles policiers. Le syndicat CFDT-EDF de la région d'Avignon s'investit dans la lutte pour « la défense des libertés ». Finalement, ces thèmes recoupent bien ceux du mouvement antinucléaires des années 70, un des slogans parmi les plus utilisés étant « société nucléaire, société policière ».

Cette dénonciation est d'ailleurs l'occasion d'activer un clivage « France d'en haut / France d'en bas » : « Oui, comme vous, vos/nos camarades du Larzac, nous refusons les décisions arbitraires, les décisions venues d'en haut pour servir ceux d'en haut et mépriser les populations concernées ». Un correspondant alsacien oppose aussi le pouvoir des « gens » au Pouvoir : « Personne, pas même un gouvernement ne peut imposer sa volonté contre l'avis de tous les gens. Car tous les gens ont un pouvoir, un pouvoir sur eux-mêmes et un pouvoir avec les autres, pouvoir de décider, de prise en main de leur vie par eux-mêmes. Et personne ne peut aller contre un pouvoir pareil, pas même le Pouvoir ». Alors, dans une logique qui rappelle celle de la « désobéissance civile », une lettre insiste sur le « juste droit », une autre sur le « légitime combat » de Plogoff, une dernière épilogue : « Le combat continue. Nous avons le bon sens et l'honnêteté pour nous. En face, la légèreté, la tromperie, la corruption, le mépris ».

Enfin, dans d'autres courriers, on en appelle aux grands principes humanistes et moraux : « Mes vœux de succès dans votre lutte particulière, qui est celle de l'Homme pour la Vie et la Liberté » ; « Pour la conscience humaine, pour notre identité, pour notre pays et pour nos enfants, ce combat doit aboutir » ; « Nous souhaitons que votre combat réussisse, car c'est non seulement nos libertés de vivre, au-delà de vous-mêmes dans votre descendance, qui sont en jeu, mais la vie même de la terre ».

Évitez la violence !

L'aspect laudatif des lettres a déjà été souligné. Cependant, 13 lettres formulent

des reproches à « Plogoff ». Ce sont des lettres de militants non-violents, comme ce « chrétien, objecteur de conscience, non-violent, du moins essayant de l'être et de le devenir », ou comme encore, le Groupe non-violent Louis-Lecoq de Dunkerque ou la communauté de l'Arche de La Feyssière (Hérault). Il était intéressant de s'arrêter à ces courriers pour relever les griefs adressés à une mobilisation apparemment si bien menée. Le thème abordé est celui de la violence dont l'utilisation comme moyen de défense est fortement réprouvée. En effet, lors de l'enquête, malgré les appels au calme, les manifestants ont recouru à la force (jets de pierre et de cocktails Molotov, auxquels les gendarmes mobiles répondaient par des tirs de grenades lacrymogènes). Dans une perspective de militantisme non-violent, le risque était de faire apparaître la mobilisation comme menée par des irresponsables. Mais surtout, pour les « non-violents », la force ne résout rien et peut enclencher au contraire un processus destructeur. Une « amie du Larzac » insiste : « Je vous en supplie, ne commettez plus aucune violence contre ceux à qui vous avez affaire, il ne faut pas se laisser aller à la violence sinon vous risquez d'échouer. Essayez de construire des éoliennes, c'est la meilleure réponse que vous pouvez faire à EDF et à l'État ». De Lorient, une autre lettre répète encore : « Ne cédez pas aux provocateurs qui essaient de vous faire commettre des actes de violence pour déconsidérer votre cause. Il y a huit ans que les paysans du Larzac tiennent le pouvoir en échec par des actions non-violentes. Leur méthode est la plus digne et la plus efficace ».

Pour éviter l'emploi de la violence, un correspondant brestois fait confiance aux vertus supposées du rire : « Au lieu de la violence, employez le rire (...) Le rire, l'humour, la danse, c'est l'arme des pacifiques ». Il conseille alors « un défilé de brouettes » ou de constituer « un amas de bidons devant les mairies annexes¹¹ » pour dénoncer « l'enquête-bidon ». Enfin, durant l'enquête, une lettre suggère encore une action non-violente, il s'agirait ici, par un tapage nocturne militant, de « ne pas laisser dormir les gendarmes mobiles » afin de les affaiblir pour la journée du lendemain.

L'individualisme mobilisé

Les opposants au projet de Plogoff ont effectivement suscité la mobilisation des trois logiques d'action théorisées dans le



Au-dessous de la chapelle Notre-Dame-du-Bon-Voyage, à Plogoff, un impressionnant barrage de gendarmes, mais les manifestations contre la centrale furent plus violentes dans l'espace urbain (Brest et Quimper) qu'à Plogoff même.

modèle de Weber. Dans une logique stratégique qui est principale (action rationnelle par rapport aux moyens), les correspondants, agissant dans un cadre surtout individuel, achètent une part du GFA. Une deuxième logique concerne l'expression de sentiments d'amitié et d'admiration (action affectuelle). La mobilisation a aussi réactivé les liens émotionnels de l'identité bretonne. Enfin, dans une troisième logique, minoritaire dans le corpus, on s'accorde sur une contestation de l'énergie nucléaire, d'EDF et de « l'Etat-policier » (action rationnelle par rapport aux valeurs). Ainsi, stratégie et sentiments peuvent trouver à s'exprimer de concert dans le cadre d'une seule mobilisation qui présente alors un caractère double, à la fois rationnel et enchanté. Prenant ses racines dans l'après-mai 68, « Plogoff » montre que l'engagement dans une mobilisation sociale à travers une collecte de fonds peut finalement s'opérer sur un mode plutôt individuel, préfigurant peut-être par là les très individualistes années 80 et le succès du Téléthon et des Restos du Cœur. ■

Notes

1 Que M. Jean Moalic soit ici chaleureusement remercié pour le prêt de ces lettres. Merci aussi à Eugène Le Droff, à Théo Le Diouren et à Daniel Bouer pour les photographies.

2 Au Larzac (Aveyron), le projet d'extension d'un camp militaire a suscité une mobilisation durant les années 70.

3 Jean-Marie Kerloc'h, maire de Plogoff de 1971 à 1980.

4 Allusion aux manifestations quotidiennes baptisées « messes », elles eurent lieu durant les six semaines de l'enquête d'utilité.

5 Le rejet dans la mer de résidus chimiques par

une société italienne provoqua une mobilisation en Corse, notamment chez les pêcheurs.

6 On retrouve ici le thème de « Vivre et travailler au pays », présent dans les conflits sociaux en Bretagne et ceci dès les grandes manifestations des années 60, pas seulement paysannes, sur le thème de l'emploi.

7 Il s'agit sans doute ici de l'exode de juin 1940.

8 L'Amoco-Cadiz s'est échoué sur le littoral breton en mars 1978.

9 Le surgénérateur Super-Phénix, à Malville (Isère).

10 Le site de Fessenheim.

11 Durant l'enquête, les quatre municipalités concernées ayant décidé de fermer leur mairie, le préfet mit en place des camionnettes baptisées « mairies annexes ».

NB : l'orthographe originale des lettres a été conservée.

Bibliographie

MULLER J.-M. 1972 - Stratégie de l'action non-violente. 267 p. Fayard, Paris.

BRAUD P. 1996 - L'émotion en politique. 256 p. PFNSP, Paris.

DANTEC R. et EVEILLARD J. 2001 - Les Bretons dans la presse populaire illustrée. 127 p. Editions Ouest-France, Rennes, 2001.

LE COADIC R. 1998 - L'identité de la Bretagne. 479 p. Terre de Brume – PUR, Rennes.

BERTHO C. 1980 - L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype. ARSS, 35, p. 45-62.

Gilles SIMON est doctorant en science politique à l'Université de Rennes-1. En 2004, il soutiendra une thèse sur les luttes antinucléaires en Bretagne.
